

article du 21 juin 1966 intitulé «Les arguments en faveur de la hausse du taux d'intérêt des banques sont peu convaincants»:

...une conséquence plus générale serait probablement des taux d'intérêt plus élevés dans la plupart des catégories de prêts, et partant des frais de production plus grands et des prix plus élevés à la consommation. Les autres établissements pourraient majorer leurs taux en même temps que les banques et s'attendre encore de maintenir leur part des affaires.

Une majoration des taux d'intérêt s'ajoutera à la consommation et entraînera une nouvelle hausse de l'indice du coût de la vie.

Le ministre des Finances a promis un budget miniature et, récemment, un journal d'Ottawa a prédit une majoration de 10 p. 100 du taux des impôts et parlé d'une hausse de 9 p. 100 du prix des machines agricoles. Que devient alors le producteur primaire qui doit compter uniquement sur les débouchés à l'étranger? Il doit payer les marchandises canadiennes au prix fort, mais soutenir la concurrence des autres nations dans ses ventes. Il voit monter le prix des machines agricoles de 9 p. 100 et l'impôt sur le revenu, de 10 p. 100. Il voit l'inflation monter en spirale. Il est saisi de désespoir devant le prix croissant de tout ce qu'il achète. Et telle est aussi la situation de qui achète ensuite ses produits.

Un très faible pourcentage de la population seulement a bénéficié d'une majoration de salaire de 33 p. 100 ou de 36 p. 100. C'est ce qu'on appelle la formule de salaire Pearson —les chefs syndicalistes essaient au Canada de l'étendre à tous les travailleurs. Je ne blâme pas les chefs syndicalistes. A mon avis, leurs revendications se défendent parce que le premier ministre (M. Pearson) a adopté cette formule qu'il estime justifiée à l'égard de certaines catégories de travailleurs. Cela correspond peut-être aux 50 p. 100 d'augmentation de la masse monétaire dont est responsable le gouvernement, mais cela fausse la situation économique du pays.

Il y a peu de temps, je l'ai dit, le gouverneur de la Banque du Canada, prenant la parole à Rome, a déclaré qu'une augmentation semblable de la masse monétaire était une mesure qui rendait populaire et avait tendance à empêcher le peuple de se préoccuper de l'avenir. Mais que devient dans tout cela le contribuable moyen? Un article du *Globe and Mail* du 6 septembre 1966 résumait la situation en ces termes: «Nos 4 prochains mois de traitement serviront à payer nos impôts». Tout le monde, au Canada, sera logé à la même enseigne.

• (9.40 p.m.)

Cela rend-il le gouvernement heureux? Il a augmenté les impôts et le ministre des Finances nous dit qu'ils monteront de 10 p. 100 encore. Comme le laisse entendre cet article,

le travail accompli par le Canadien moyen au cours des quatre prochains mois servira à payer les impôts de 1966. Rien d'étonnant que tous les Canadiens soient convaincus comme jamais auparavant que nous sommes allés assez loin, que les impôts sont assez élevés comme ils sont. Nous devrions peut-être chercher un moyen terme.

Le premier ministre de l'Ontario a dit dernièrement que sa province devrait chercher des moyens de réduire les impôts au lieu de les augmenter. Telle n'est sûrement pas l'attitude du gouvernement fédéral au pouvoir. D'après les membres de ce parti, nous devons augmenter les impôts. A moins que nous ne manifestions une certaine modération au sujet des augmentations de salaires et d'impôts, comme le président du Pacifique-Canadien l'a laissé entendre, nos prix seront si élevés que les marchés mondiaux nous seront interdits.

Nous savons tous qu'aucun gouvernement, même le gouvernement créditiste de l'Alberta, dont le premier ministre croit maintenant ce que je dis, ne peut imprimer de l'argent pour susciter une fausse économie. Pour terminer, permettez-moi de citer encore une fois un extrait de cette lettre en date du 5 août 1966:

Nous avons pris la décision réfléchie d'augmenter la masse monétaire et nous l'avons majorée de plus de 50 p. 100 depuis lors.

Voilà exactement ce qui est arrivé. Chaque maîtresse de maison du Canada doit savoir ce que le gouverneur de la Banque du Canada a dit, soit que les effets de l'inflation sont populaires au début. On n'essaie pas de poser trop de questions au sujet de l'avenir lorsque des poussées inflationnistes sont créées par le gouvernement. Il existe des problèmes au Canada et c'est pourquoi nous avons un comité mixte qui étudie les prix des aliments. C'est pourquoi tout le pays se préoccupe du coût de la vie et c'est pourquoi chaque cultivateur s'inquiète de la négligence du gouvernement à présenter des politiques qui permettraient au producteur d'exporter ses produits. Voilà fondamentalement ce que veut le cultivateur.

Je pourrais mentionner aussi la taxe de vente de 11 p. 100 qui n'a pas été abolie. Voilà une autre mesure inflationniste. Le gouvernement n'a rien fait pour assurer la stabilité. Je termine mes remarques comme je les ai commencées. De tous les pays du monde c'est notre pays, alors que nous étions au pouvoir, qui a le mieux réussi à maintenir la stabilité des prix, et le président Kennedy en a parlé en 1962. Au cours de la même période, notre produit national brut a sensiblement augmenté. La situation a changé du tout au tout depuis par suite des mesures prises de propos délibéré par le gouvernement actuel.

M. Richard Cashin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêcheries): Monsieur